

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 15/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CENTRALE EOLIENNE MOULIN FROIDURE**

4 RUE JULES FERRY  
IMMEUBLE LE REGENT  
34000 Montpellier

Références : 2024-E10118  
Code AIOT : 0005107415

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE MOULIN FROIDURE implanté RIDEAU DES JACQUES 80510 COCQUEREL. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRALE EOLIENNE MOULIN FROIDURE
- RIDEAU DES JACQUES 80510 COCQUEREL
- Code AIOT : 0005107415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Centrale éolienne du Moulin de Froidure exploite un parc de 6 éoliennes (E1 à E6) et 1 poste de livraison. Elle est autorisée par le certificat d'antériorité du 07/08/2012.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 28/06/2022 autorise le renouvellement du parc pour 5 éoliennes ( E1, E2, E3, E5 et E6). L'exploitant n'a pas de visibilité sur la date de ce renouvellement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Collecte de données	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter	Autre du 07/08/2012	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
4	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
6	Transmission suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
7	Déclaration mortalité	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
11	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs de conformité ont été demandés à l'exploitant sous 1 mois. L'inspection des installations classées est en attente d'un retour de sa part. Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 07/08/2012
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extrait KBIS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Certificat d'antériorité du 07/08/2012
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un extrait KBIS de sa société daté du 28/05/2024. La dénomination de l'entreprise ainsi que l'adresse du siège social sont identiques à celles figurant sur le certificat d'antériorité susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Montant des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'acte de cautionnement du 21/07/2020 a été présenté, il fixe un montant de garanties financières de 326 394 euros. Sa date de fin de validité est le 31/07/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La durée de validité de 5 ans est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi environnemental – Réalisation et modalités

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.

Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.

Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

**Constats :**

Le suivi environnemental a été réalisé (selon le protocole révisé de 2018) du 11 avril au 15 octobre 2020, soit 12 passages.

Le rapport de suivi environnemental a été transmis. Lors de ce suivi, 1 cadavre d'oiseau (1 Grive musicienne) et 5 cadavres de chauve-souris (2 Pipistrelles de Nathusius, 2 Pipistrelles communes, 1 oreillard Roux) ont été retrouvés.

Celui-ci conclut que « *le parc éolien de Moulin Froidure génère une mortalité faible sur les oiseaux comparée à d'autres parcs et une mortalité qui peut être qualifiée de modérée sur la période de transit automnal pour les chiroptères (5 cadavres recensés entre le 11 et le 20 août 2020).* »

Des mesures de réduction sont proposées :

- Un bridage des machines sur la période du 31/07 au 20/10 sur la tranche horaire allant de 1h avant le coucher du soleil à 5h après le coucher du soleil, lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :
  - pour des vitesses moyennes de vent (à hauteur de rotor) < 5,5 m/s ;
  - pour des températures supérieures à 14 °C
- Un fauchage/broyage de la zone herbacée à proximité immédiate des éoliennes afin de limiter le développement d'herbacées hautes favorables aux insectes et chiroptères. Ce broyage ou fauche sera réalisé 2 fois/an, avec un passage dans les deux premières semaines de mars et le second passage dans la première quinzaine du mois d'août.
- Éviter tout dépôt agricole quelconque dans un rayon de 50 m autour des éoliennes (celle-ci pourra être mise en œuvre que sur accord des exploitants agricoles.

Ces mesures n'ont pas été mises en place par l'exploitant.

L'inspection des installations classées propose de prescrire ces mesures dans un arrêté préfectoral complémentaire ainsi qu'un nouveau suivi environnemental pour 2025. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Collecte de données**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Collecte et téléversement des données
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le suivi environnemental avait été déposé sur la plateforme Dépobio.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'accusé de dépôt sur la plateforme Dépobio est transmis à l'Inspection des installations classées sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Transmission suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Transmission des documents – version française
<b>Prescription contrôlée :</b>  Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;
<b>Constats :</b>  Le rapport de suivi environnemental été transmis à l'Inspection des installations classées par mail du 29/09/2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant veillera à transmettre les prochains suivis dans le délai réglementaire des 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration mortalité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69

Thème(s) : Autre, Déclaration d'accident ou d'incident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Aucun cadavre d'espèces menacée n'a été découvert sur le site.

La procédure à suivre en cas de découverte d'un cadavre d'une espèce protégée a été présentée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant pourra utilement créer un registre retraçant l'ensemble des mortalités découvertes sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des accès

**Prescription contrôlée :**

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

<b>Constats :</b>  Seules les éoliennes E2 et E3 ont été contrôlées. Les éoliennes E2 et E3 sont fermés à clef et disposent d’affichage indiquant l’interdiction d’accès à toute personne étrangère.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Au cours de la visite d’inspection, il a été constaté la présence d’un affichage à l’entrée du chemin d’accès des éoliennes E2 et E3 indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l’interdiction de pénétrer dans l’aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d’électrocution ;</li> <li>- la mise en garde face au risque de chute de glace.</li> </ul> Les aérogénérateurs E2 et E3 ne sont pas identifiés par un numéro affiché en caractères lisibles sur son mât.
<b>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</b>  Un numéro en caractère lisible sera affiché sur chaque mât sous 1 mois. Des photos en attestant seront transmises.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'intérieur du pied des éoliennes E2 et E3 est propre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extincteurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des extincteurs sont présents au pied des éoliennes E2 et E3 et comportent bien la date de leur dernière vérification, à savoir le 05/12/2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>